LE SIX MARS DEUX MIL VINGT CINQ ONT ÉTÉ CONVOQUÉS MESDAMES ET MESSIEURS LES MEMBRES DU CONSEIL ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) EN VUE DE LA RÉUNION QUI DEVAIT AVOIR LIEU LE DOUZE MARS DEUX MIL VINGT CINQ.

SÉANCE DU 12 MARS 2025

LE DOUZE MARS DEUX MIL VINGT CINQ, A DIX-HUIT HEURES, LE CONSEIL ADMINISTRATION DU CCAS, LEGALEMENT CONVOQUE, S'EST REUNI A LA MAIRIE SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR ERIC HERBET.

ETAIENT PRESENTS : Madame Valérie FAKIR, Madame Florence BLANCHET, Madame Véronique CALLEWAERT, Monsieur Baptiste SIBBILLE, Madame Chantal BARDIN, Monsieur Jean-Pierre DELALANDRE, Monsieur Michel DURAND, Monsieur Jean-Claude GOLFIER, Monsieur Philippe LEFEBVRE, Madame Sabine SUCH.

ABSENTS EXCUSES : Monsieur Éric HERBET, Monsieur Jean-Luc BURGAN, Madame Sandrine DESOUBRY, Madame Véronique GOMES, Madame Frédérique HOLLVILLE, Monsieur Marc BALZON, Madame Nathalie BUISSON.

POUVOIRS : Madame Frédérique HOLLVILLE donne pouvoir à Madame Véronique CALLEWAERT.

Constat est fait que les conditions de quorum sont remplies.

Monsieur le Président ouvre la séance à 18 h 00.

Monsieur Michel DURAND est nommé secrétaire de séance.

1. CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 18 DECEMBRE 2024 – PROCES VERBAL - APPROBATION

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 18 décembre 2024, communiqué à l'assemblée, est adopté à l'unanimité.

2. TABLEAU DES EFFECTIFS – MODIFICATION - ADOPTION

Le CCAS de Quincampoix assure la gestion de la Résidence Autonomie Hubert Minot, constituant ainsi son activité principale.

Par délibération en date du 8 octobre 2024, le Conseil Municipal a autorisé la cession de la Résidence Autonomie Hubert Minot au profit de SEMINOR au plus tard au 31 mars 2025.

Cette cession a pour conséquence l'ajustement du tableau des effectifs du CCAS par la suppression de l'intégralité des postes de la structure, à savoir 5 emplois, correspondant à 4,47 Equivalent temps plein (4 agents et un poste non pourvu).

VU :

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code général de la fonction publique ;
- La délibération n° 2024-038 du Conseil municipal de Quincampoix en date du 8 octobre 2024 autorisant la cession de la Résidence autonomie Hubert Minot et le transfert de sa gestion au profit de SEMINOR ;
- Le tableau des effectifs existant ;
- L'avis du Comité Social Territorial en date du 20 juin 2024 validant la suppression des postes affectés à la Résidence Autonomie Hubert Minot ;

CONSIDERANT QUE :

- La cession et le transfert de gestion de la Résidence Autonomie Hubert Minot à SEMINOR interviendront au plus tard le 31 mars 2025 ;
- Le CCAS n'exerce pas une autre activité susceptible de permettre le redéploiement des effectifs affectés au fonctionnement de la Résidence Autonomie Hubert Minot ;
- Les entretiens réalisés avec chacun des quatre agents affectés à la Résidence Autonomie Hubert Minot pour les accompagner dans la suite de leur carrière ;

Le Conseil d'administration, à la majorité des suffrages exprimés (10 Pour ; 1 Abstention : Monsieur Baptiste SIBBILLE) :

- décide de supprimer les postes suivants du tableau des effectifs du CCAS à compter du 1^{er} avril 2025 :

Nombre de postes	Emploi Permanent (P) ou Non-Permanent (NP)	Filière	Catégorie (A, B ou C)	Grade	Durée hebdomadaire du poste en centième
1*	P	Technique	C	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	35,00
1	P	Technique	C	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	35,00
1	P	Technique	C	Adjoint technique	35,00
1	P	Technique	C	Adjoint technique	35,00
1	P	Animation	C	Adjoint d'animation	16,48

*** Poste non pourvu suite à la radiation des cadres d'un agent pour départ en retraite au 1^{er} janvier 2023**

- autorise Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

En réponse à Monsieur Philippe LEFEBVRE, Madame Valérie FAKIR confirme que le transfert de gestion suivra le transfert de propriété au profit de SEMINOR.

Madame Valérie FAKIR explique que les 5 postes seront répartis comme suit :

- *Un adjoint technique en retraite depuis le 1^{er} janvier 2023,*
- *Un adjoint technique repris à temps complet par la commune au service restauration et hygiène*
- *Un adjoint technique repris à temps complet par SEMINOR*
- *Un adjoint technique ayant choisi la rupture conventionnelle en recherche active d'emploi accompagné par le centre de gestion et la commune*
- *Un adjoint d'animation à temps non complet repris par la commune pour la même quotité de travail et affecté au service animation avec l'élargissement de l'accueil de loisirs les mercredis à compter de la rentrée scolaire 2025/2026*

En réponse à Monsieur Jean-Claude GOLFIER, Madame Valérie FAKIR précise que SEMINOR ne pouvait reprendre l'intégralité des agents de la résidence autonomie, les besoins étant différents en particulier pour la préparation des repas qui est conservée par la commune.

Madame Valérie FAKIR indique qu'elle continuera d'assurer le suivi de la résidence autonomie avec SEMINOR. D'ailleurs, une réunion est organisée le 26 mars prochain avec Madame DELALANDRE pour définir les modalités du partenariat. Madame Chantal BARDIN pourra y participer à partir de 11h.

Pour répondre à Monsieur Baptiste SIBBILLE, la date de début des travaux n'est pas encore connue. Une réunion est prévue en novembre 2025 pour présenter le calendrier de réalisation des travaux de réhabilitation.

3. RESIDENCE AUTONOMIE HUBERT MINOT – TRANSFERT DE GESTION – SEMINOR - AUTORISATION

Le CCAS de Quincampoix assure la gestion de la Résidence Autonomie Hubert Minot.

Par délibération en date du 8 octobre 2024, le Conseil Municipal a autorisé la cession de la Résidence Autonomie Hubert Minot au profit de SEMINOR au plus tard au 31 mars 2025.

Cette cession a pour conséquence le transfert de gestion de la Résidence Autonomie Hubert MINOT à SEMINOR à compter du 1^{er} avril 2025.

VU :

- Le code général des collectivités territoriales ;
- La délibération n° 2024-038 du Conseil municipal de Quincampoix en date du 8 octobre 2024 autorisant la cession de la Résidence autonomie Hubert Minot et le transfert de sa gestion au profit de SEMINOR ;
- L'arrêté n°2025-083 du 28 février 2025 du Département de Seine-Maritime annulant et remplaçant l'arrêté n°2025-076 fixant la cession de l'autorisation de gestion de la résidence autonomie Hubert MINOT à SEMINOR ;

CONSIDERANT QUE :

- La cession et le transfert de gestion de la Résidence Autonomie Hubert Minot à SEMINOR interviendront au plus tard le 31 mars 2025 ;
- La convention de mutualisation de moyens signée entre la commune et le CCAS de QUINCAMPOIX le 27 janvier 2022, définissant les modalités de transfert de la gestion de la résidence autonomie Hubert Minot au CCAS ;

Le Conseil d'administration, à la majorité des suffrages exprimés (10 Pour ; 1 Abstention : Monsieur Baptiste SIBBILLE) autorise le transfert de la gestion de la résidence autonomie Hubert Minot à SEMINOR à compter du 1^{er} avril 2025.

Monsieur Baptiste SIBBILLE explique son abstention. Il ne comprend toujours pas pourquoi la cession a été validée au prix de 800 000€ alors que l'estimation des domaines avait évalué le bien à 1 600 000€. Il alerte sur le nombre limité de places de parking, 16, qui pourrait entraîner des difficultés de stationnement si le taux d'occupation augmente considérablement.

Madame Valérie FAKIR précise que cette dernière estimation n'intègre pas le coût de la réhabilitation, que le manque de financements publics, n'a pas permis à la commune de porter financièrement ce projet.

4. BUDGET ANNEXE RESIDENCE AUTONOMIE HUBERT MINOT – CLOTURE DE LA REGIE LOYERS RESTAURANT RA - AUTORISATION

Pour répondre à la demande de la responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Montville, il convient de clôturer la régie de recettes rattachée au budget annexe résidence autonomie Hubert Minot intitulée « loyers restaurant RA ».

VU :

- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- L'article L.315-17 du Code de l'action sociale et des familles ;
- L'article L.6143-7 du Code de la santé publique ;

- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération du conseil d'administration en date du 13 juillet 2020 autorisant le président à créer des régies en application de l'article R123-21 du code de l'action sociale et des familles ;
- L'acte de création de la régie de recettes « loyers RPA » en date du 30 juillet 1982 ;

CONSIDERANT QUE :

- La cession de la résidence autonomie Hubert MINOT interviendra au plus tard le 31 mars 2025 ;

Le Conseil d'administration, à la majorité des suffrages exprimés (10 Pour ; 1 abstention : Monsieur Baptiste SIBBILLE) :

- **Clôture à compter du 1^{er} avril 2025 la régie de recettes intitulée « loyers restaurant RA » instituée auprès du SGC de Montville,**
- **Met fin aux fonctions de régisseur et des mandataires de la régie.**

En réponse à Monsieur Baptiste SIBBILLE, Madame Alexandra PENA précise que lors de la clôture du budget annexe résidence autonomie au 31 décembre 2025, le résultat excédentaire sera affecté au budget 2026 du CCAS.

5. ASSOCIATION PAR-TAGE – SUBVENTION – VERSEMENT - AUTORISATION

L'association PAR-TAGE du centre de formation professionnelle et d'apprentissage horticole situé à Fauville-en-Caux souhaite poursuivre sa mission d'épanouissement et d'accompagnement des apprenants au travers de multiples projets : sorties socioculturelles, conférences-débats, cinéma documentaire ...

VU :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif aux droits des citoyens dans les relations avec les administrations, notamment son article 10 relatif à l'attribution de subventions ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi susvisée ;

CONSIDERANT :

- La demande de subvention formulée par l'association PAR-TAGE en date du 17 janvier 2025 pour l'année 2024/2025 ;
- L'inscription d'une résidente de la commune dans les effectifs du centre de formation ;

Le Conseil d'administration, à la majorité (1 contre : Monsieur Philippe LEFEBVRE) :

- décide de verser à l'association PAR-TAGE une subvention de fonctionnement d'un montant de 80 €.
- précise que les crédits sont inscrits au budget 2025 du CCAS au chapitre 65, la subvention sera versée sans autre justificatif que la présentation de cette délibération.

En réponse à Monsieur Philippe LEFEBVRE, Madame Valérie FAKIR indique que la subvention votée lors du dernier Conseil d'Administration du CCAS le 18 décembre a été accordée à la MFR de Tôtes.

6. AIDE FACULTATIVE EXCEPTIONNELLE- ATTRIBUTION

Monsieur [REDACTED] a déposé le 22 janvier 2025 un dossier de demande auprès du CCAS de Quincampoix pour solliciter une aide financière afin de faire face à une situation financière fragilisée en raison d'un arrêt de travail prolongé. Compte tenu de la diminution de ses ressources, il demande une aide pour honorer des factures impayées ne relevant pas du champ d'application des aides pouvant être accordées par le Fonds de Solidarité Logement du Département de la Seine-Maritime.

Le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment son article L123-5, prévoit que les centres communaux d'action sociale (CCAS) peuvent accorder des aides facultatives pour répondre à des situations de précarité. Le dossier de demande d'aide déposé par Monsieur [REDACTED] a été examiné et jugé éligible à une aide exceptionnelle.

VU :

- Le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment son article L123-5 ;
- Le dossier de demande d'aide déposé en mairie le 22 janvier 2025 ;

CONSIDERANT QUE :

- La situation financière fragile du demandeur ;
- La nécessité d'aider ce quincampoisien à faire face à ses difficultés financières ;
- Les factures impayées ne relèvent pas du champ d'application des aides pouvant être accordées par le Fonds de solidarité Logement du Département de la Seine-Maritime ;
- Les précédentes aides exceptionnelles accordées par le CCAS dans des situations similaires ;

Le Conseil d'administration, à l'unanimité :

- décide d'attribuer une aide exceptionnelle à Monsieur [REDACTED] d'un montant de 500 € permettant de participer aux factures de fioul d'un montant total de 1 267,50 € ;
- précise que le versement de cette somme sera effectué directement auprès de l'administré.

Après différents échanges, Madame Valérie FAKIR précise que l'intéressé est dans une période transitoire et souhaite reprendre une activité professionnelle dès que son état de santé sera rétabli.

7. QUESTIONS DIVERSES

Madame Valérie FAKIR indique qu'un Conseil d'Administration sera convoqué fin mars pour le vote du budget.

Monsieur Baptiste SIBBILLE demande si le CCAS a un droit de regard sur la résidence du domaine du Cailly. Madame Valérie FAKIR explique qu'elle est invitée à toutes les réunions d'attribution de logements quel que soit le contingent.

Après différents échanges sur la gestion des locataires ayant des troubles psychologiques, Madame Valérie FAKIR indique que la commune alerte, le bailleur lui peut orienter et initier une procédure. Madame Sabine SUCH précise que le Département de Seine-Maritime a mis en place, depuis peu, une cellule de prise en charge des personnes ayant des troubles psychologiques avec la possibilité d'évaluation par une assistante sociale.

La séance est levée à 18 h 45.